

Jeunes et politique de jeunesse : engagement(s) et participation

Cette recherche s'ouvre avec une étude réalisée par un groupe d'étudiant.e.s du Master ENJEU de l'EHESP, sous la direction de Patricia Loncle, et est consacrée à la réception des dispositifs de participation et d'engagement dans deux communes bretonnes : Vitré Communauté et Redon Agglomération. Elle met en évidence les différences de politiques mises en œuvre en direction de la jeunesse, les enjeux des dispositifs publics et l'importance de l'information pour atteindre les jeunes ciblés. Elle montre également les freins à l'engagement et à la participation, tant par rapport aux parcours et aux modes de vie des jeunes eux-mêmes que par les limites inhérentes aux territoires : difficultés de déplacement, offre d'activités limitée, manque de ressources financières...

Ces analyses de terrain illustrent la nécessité d'utiliser le pluriel lorsque sont évoquées les politiques de jeunesse(s). En effet, de nombreux travaux précédents ont déjà démontré qu'il n'existe pas en France une politique globale visant à répondre à l'ensemble des besoins des jeunes, mais un mille-feuilles de politiques sectorielles ayant, pour beaucoup, des réponses spécifiques pour la tranche d'âge des « entrants » dans la vie autonome adulte. De même, cette étude confirme qu'il ne peut être question d'une jeunesse qui serait une catégorie sociale homogène, mais bien des jeunes de milieux, de parcours, de modes de vie, et très certainement d'avenir, différents.

La mise en discussion des éléments de ces observations qui constitue la seconde partie de cette recherche tend à insister sur le fait qu'au travers des maîtres-mots des politiques publiques de jeunesse actuelles que sont « *l'engagement* » et « *la participation* », il s'agit bien de distinguer plusieurs profils de jeunes et plusieurs orientations politiques. S'adressant davantage "aux jeunes qui vont bien" se retrouvent volontiers des actions d'éducation et d'implication citoyennes s'inspirant des démarches d'éducation populaire et invitant la jeunesse à prendre une part active dans la vie des territoires où ils vivent, habitent, travaillent... Aux jeunes "plus en difficulté", l'injonction à s'intégrer passe par leur capacité à répondre aux sollicitations de s'engager et de participer et de faire ainsi la preuve de leurs capacités à développer des compétences sociales indispensables à leur entrée dans le monde du travail.

À la veille d'échéances électorales (présidentielles et législatives), ce rapport de recherche rappelle la représentation des jeunes qui est sous-tendue par les dispositifs de politique mis en place, trop souvent encore, davantage au nom des jeunes qu'avec eux et sans les solliciter pour participer à leurs constructions, alors que ce serait cela certainement le sens d'une politique de jeunesse(s) basée sur l'engagement et la participation.

Étude réalisée dans le cadre de l'agence d'objectifs IRES de l'UNSA Éducation par E. Couplé, C. Forgeau, E. Hahn, C. Le Corre, A. Maignan, F. Rivereau et D. Thual, étudiant.e.s du master ENJEU de l'EHESP sous les conseils de Patricia Loncle et par le Centre Henri Aigueperse – UNSA Éducation sous la coordination de Denis Adam